Le 26 janvier 2016, tous en grève !

Le SNICA-FO soutient l'appel à la grève du mardi 26 janvier décidé par les fédérations de fonctionnaires FORCE OUVRIERE, CGT et SOLIDAIRES.

Pour 2016, le gouvernement annonce l'amplification de sa politique d'austérité ce qui exclut toute augmentation générale des salaires, pourtant gelés depuis 2010 dans la fonction publique.

En outre, le SNICA-FO dénonce l'accord PPCR (Parcours Professionnel, Carrières et Rémunérations) : ce dernier représente une menace sans précédent sur les corps particuliers et les statuts de la Fonction publique. La création de cadres inter-fonction publique, de corps interministériels, facilitera par ailleurs les mutations forcées, d'une administration à une autre, d'un lieu à un autre, sans que l'agent concerné n'ait son mot à dire. Enfin le projet de contournement des CAP de corps, ministérielles, est une première étape vers le pilotage de la fonction publique au niveau des préfectures de région.

De plus, la poursuite effrénée, sans réelle négociation de nombreuses réformes (permis de conduire, territoriale, santé, éducation..) va avoir de graves conséquences sur le service public rendu aux citoyens et aggraver encore les conditions de travail des personnels.

Cette offensive contre les services publics et ses agents touche également de plein fouet les salariés du secteur privé, les retraités, les jeunes et les citoyens privés d'emploi. En effet, le Code du travail et les conventions collectives sont également attaqués. Les plans de licenciements se multiplient. L'âge de départ à la retraite est de fait reculé d'un an, **les 35 heures sont clairement menacées**, les chômeurs stigmatisés... Le patronat exige et le gouvernement exécute.

Pendant ce temps, les grandes entreprises dopées par les 41 Milliards de cadeaux du pacte de responsabilité dont nous demandons l'abandon car il n'a aucun effet positif pour l'emploi, engrangent les profits.

La criminalisation du mouvement social (condamnations à de la prison ferme pour des syndicalistes de Goodyear) ne nous fera pas taire. Dans ce cadre, l'état d'urgence utilisé pour bloquer l'expression des revendications, doit être levé.

Dans ces conditions l'appel unitaire à la grève, à l'action et aux manifestations du 26 janvier est un élément important du rapport de force pour bloquer les mauvais coups et faire valoir les revendications. Les intérêts des salariés du privé comme du public, des retraités comme des citoyens privés d'emploi sont étroitement liés. Les victoires des uns entrainent les victoires des autres. **Nous sommes tous concernés !**

Le SNICA-FO appelle tous les IPCSR et DPCSR à relayer cet appel à la grève dans leur entourage et à rejoindre les manifestations locales.

Paris,
Le 21 janvier 2016